

ANNEXE

de la décision de la Commission relative à la mesure individuelle en faveur de la République islamique de Mauritanie à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action: « Renforcement institutionnel en Mauritanie vers la Résilience agricole et pastorale (RIMRAP) »

1. IDENTIFICATION

Intitulé / Numéro	MAURITANIE - Renforcement institutionnel en Mauritanie vers la Résilience agricole et pastorale (RIMRAP) Numéro CRIS: MR/FED/037030		
Coût total	Coût total estimé: 27 000 000 EUR Coût total de la contribution du FED: 25 000 000 EUR Cette action fait l'objet d'un cofinancement parallèle de la part de: - Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID) pour un montant de 1 000 000 EUR - Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) pour un montant de 1 000 000 EUR		
Méthode d'assistance / Modalités de mise en œuvre	Approche par projet: <ul style="list-style-type: none">- Gestion indirecte avec AECID et GIZ- Gestion indirecte avec la République islamique de Mauritanie- Gestion directe: passation de marchés, subvention - appel à propositions-		
Code CAD	43040	Secteur	Développement rural

2. MOTIF ET CONTEXTE

2.1. Résumé de l'action et de ses objectifs

L'objectif général de l'action est de contribuer à renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Mauritanie, notamment à travers la remise à niveau organisationnelle des différentes parties prenantes.

L'objectif spécifique de l'action est de renforcer la gouvernance en matière d'accès équitable et de gestion durable des ressources dans le contexte du changement climatique. Les résultats attendus du programme se déclinent selon les trois grands axes i) du renforcement des capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles des acteurs publics et privés du secteur; ii) d'une meilleure gouvernance de l'accès aux ressources naturelles pour les populations rurales; et iii) du renforcement et de la meilleure coordination des systèmes d'information relatifs à la production agropastorale et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le programme s'inscrit dans la continuité et la consolidation des efforts menés par d'autres acteurs européens, tels que l'Agence espagnole pour la Coopération internationale au développement (AECID-Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo) dans le domaine du renforcement institutionnel du ministère du développement rural, et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ- Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit) dans le domaine de la formation professionnelle pour valoriser durablement les écosystèmes locaux.

2.2. Contexte

2.2.1. Contexte national

2.2.1.1. Situation économique et sociale et analyse de la pauvreté

D'après la Banque Mondiale (BM)¹, la Mauritanie est actuellement l'un des pays à forte croissance de la région et elle pourrait, avec des politiques et une stabilité suffisante, réduire sa pauvreté et accélérer sa croissance de façon substantielle au cours de la prochaine décennie. Selon les dernières données, le Produit intérieur brut (PIB) par habitant s'élève à 1 127 USD (2013), pour une population d'environ 3,4 millions d'individus (recensement 2013). Le pays a connu une forte croissance dans les années suivant la crise mondiale, avec une hausse annuelle moyenne de 5% du PIB réel entre 2010 et 2012. En outre, cette tendance s'est accélérée puisqu'une augmentation de 16,9% a été enregistrée en 2012. La perspective à moyen terme reste bonne, et la croissance du PIB en 2013 a été de 6,7 %. Dans ce contexte, la question de la pertinence et de la crédibilité des politiques sectorielles, et notamment les questions de gouvernance inclusive et durable des ressources naturelles, est d'une importance cruciale pour le secteur agricole et pastoral en Mauritanie.

La croissance économique a permis de diminuer le pourcentage d'individus vivant en dessous du seuil de pauvreté de 46,7% à 42% entre 2004 et 2008² alors que la cible des Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD) fixe ce taux à 28,3% en 2015. Mais l'extrême pauvreté (estimée à 25,9% en 2008) a diminué moins vite que la pauvreté globale. L'analyse de cette évolution montre que la pauvreté demeure massivement un phénomène rural (59.4% alors qu'au niveau national il s'élève à 43.2%) et détermine le besoin d'agir de façon focalisée en zones rurales afin d'avoir un impact significatif.

2.2.1.2. Politique de développement nationale

Le dernier plan du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté³ pour 2011-2015 (CSLP III) fait une large place à la sécurité alimentaire et au développement rural dans son deuxième axe, "l'ancrage de la croissance dans la sphère économique des pauvres". Cet axe poursuit le renforcement du rôle social de l'agriculture et du pastoralisme, premiers pourvoyeurs d'emplois dans le milieu rural et clef de voûte de la sécurité alimentaire de la population, particulièrement celle pratiquant l'agriculture pluviale et

¹ Mémo de rappel pour conduite des discussions de la Banque Mondiale avec le gouvernement sur la stratégie nationale de protection sociale.

² Données des enquêtes annuelles du PAM, de l'UNICEF et du PNUD (rapport annuel OMD).

³ Voir <http://www.economie.gov.mr/economiques/Left/StrategiesdePolitiques/cslp.htm>

l'élevage domestique ou extensif. D'autres dimensions pertinentes prises en compte par ce même axe sont la valorisation économique du capital naturel, visant à renforcer le cercle vertueux entre durabilité environnementale et croissance favorable aux pauvres. Les autres axes du CSLP III mettent aussi en exergue des politiques complémentaires de grande importance pour la croissance durable du secteur primaire, comme l'accès à l'eau en milieu rural et la gestion durable des terres.

Les politiques nationales sont en général cohérentes avec les politiques de développement de l'Union européenne (UE), même si, à l'épreuve des faits, on constate que l'initiative privée locale et familiale est peu soutenue, voire découragée par certaines politiques favorisant les plus gros acteurs économiques.

La crédibilité des politiques dépend en premier lieu de la stabilité institutionnelle et de la continuité de leur application. En effet, les dépenses budgétaires consacrées au secteur primaire ont été en moyenne de 7% par an entre 2005 et 2009, ce qui est encore inférieur à la cible de 10% fixée par la déclaration de Maputo⁴, mais la tendance générale est à la lente croissance des financements publics au secteur, dont l'intérêt stratégique devient plus évident pour les décideurs suite aux crises alimentaires de 2008 et de 2012. La croissance des enveloppes budgétaires concerne surtout les secteurs du développement rural et de la sécurité alimentaire, alors que la pêche et la gestion des ressources naturelles stagnent. Une attention nouvelle est désormais portée à l'agriculture, au pastoralisme et à la pêche comme moyen d'insertion des chômeurs dans l'activité productive, pour limiter entre autres l'exode rural. Avec la déclaration de Nouakchott du 29 octobre 2013 sur le pastoralisme et la sécurité⁵, la Mauritanie affiche sa volonté d'accroître le produit brut des activités d'élevage d'au moins 30% au cours des cinq prochaines années.

L'ambition des programmes et politiques mauritaniens cachent néanmoins des capacités institutionnelles et opératoires assez limitées.

2.2.2. Contexte sectoriel: politiques et enjeux

Pour le secteur rural, les orientations des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) qui se sont succédés se déclinent à la fois dans la stratégie nationale de développement du secteur rural à l'horizon 2025 (SDSR, 2001 et rapport de situation de 2012), assortie d'une loi d'orientation agropastorale (LOAP) adoptée en mai 2013, et de la stratégie nationale de sécurité alimentaire (SNSA, 2011-2015)⁶.

Les différentes crises qui ont affecté la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays sont liées à l'exposition aux dynamiques socio-économiques et éco-climatiques de la sous-région, tandis que les conditions de vie de la population sont grandement tributaires de la situation agropastorale et des fluctuations des prix mondiaux des produits de base. Le pays a également été touché de plein fouet par la flambée des prix en 2008 et par les conditions de sécheresse en 2011. L'enquête de sécurité alimentaire des ménages (ESAM) du Programme alimentaire mondial (PAM) de janvier 2013 montre que le taux au niveau national reste élevé : 16,5% des ménages mauritaniens souffrent, en janvier 2013, d'insécurité alimentaire soit un peu plus de 560 000 personnes, dont près de 340 000 en milieu rural. Les inégalités sont également frappantes en ce qui concerne les malnutritions, avec, par exemple, des régions comme le Hodh ech Chargui (frontière Est avec le Mali) qui enregistrent des prévalences élevées situées entre 30 et 40% (21% au niveau national). Les principaux taux de malnutrition et d'insécurité alimentaire ont peu évolué au cours de ces dix dernières années, malgré les projets mis en œuvre..

Alors qu'elle bénéficie d'un réel potentiel agropastoral dans ses différentes zones agro-écologiques, la Mauritanie n'est pas encore parvenue à intensifier durablement sa production agricole et à mieux valoriser les produits de son élevage, si bien que les estimations courantes de la productivité totale des facteurs dans le secteur primaire montrent une baisse constante depuis 1981.

Le pays importe une large majorité de son alimentation, tandis qu'on estime que 70% des terres cultivées sont mal ou pas aménagées et qu'un pourcentage très limité du prix final de vente du bétail

⁴ Voir <http://www.nepad.org/nepad/knowledge/doc/1787/maputo-declaration>

⁵ Voir <http://www.oie.int/doc/ged/D12969.PDF>

⁶ D'autres instruments existent, tel que le Plan National d'Investissement dans l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (PNIA-SA 2011) préparé en conformité avec les recommandations du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA).

mauritanien sur les marchés régionaux revient aux éleveurs. La hausse continue des prix des denrées alimentaires s'ajoute à des conditions de production et de transformation agropastorales faibles, dispersées et présentant des risques économiques certains pour les entrepreneurs.

L'exode rural massif de ces dernières années – avec un taux d'urbanisation qui a grimpé à plus de 42% en deux décennies - prive les zones rurales de main-d'œuvre, et met en danger les mécanismes traditionnels d'aménagement, d'entretien et de conservation d'écosystèmes fragiles ainsi que l'occupation et la sécurisation de territoires vastes et exposés à d'importantes pressions socio-économiques⁷. En retour, les conditions de vie des populations de ces zones et leurs capacités de résilience sont d'autant fragilisées, voire sérieusement menacées.

Redynamiser l'économie rurale, qui, au mieux, a stagné lors des deux dernières décennies, suite aux mesures d'ajustement structurel, est la seule option qui permette de stabiliser des populations et des terroirs, d'optimiser le potentiel agro-pastoral du pays et de fournir à la population rurale des formes durables d'accès à l'emploi et à des revenus.

Les défis de nature institutionnelle jouent un rôle principal pour les évolutions de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. A cet effet, en 2013, l'UE a mené une revue institutionnelle du secteur agricole et pastoral (RISAP) sur demande du ministère du développement rural (MDR), en collaboration avec les autres partenaires techniques et financiers (PTF) du pays. Les aspects les plus importants concernent les limitations en termes de ressources humaines, l'extrême faiblesse des fonctions d'encadrement et de vulgarisation, les difficultés dans la déconcentration des services de l'état, les limitations dans la vulgarisation et l'application des textes législatifs et réglementaires, mais aussi la faible structuration de la société civile rurale et plus généralement, la faible articulation entre le secteur public, le secteur privé et les organisations socioprofessionnelles. L'élaboration et l'analyse des systèmes d'information pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les systèmes de suivi et évaluation sont aussi à renforcer et améliorer.

A la fin de l'été 2014, la situation institutionnelle s'est compliquée, par la scission du MDR en deux ministères: le ministère de l'agriculture et le ministère de l'élevage. Un "partage" des projets et programmes en cours et à venir a été effectué en fin d'année entre les deux ministères. Pour le présent projet, les deux ministères sont tous les deux des ministères maîtres d'œuvre.

Tous ces éléments se traduisent par un accès limité et non sécurisé aux ressources productives et par une vulnérabilité grandissante dans les zones de l'agriculture pluviale et du pastoralisme. Le monde rural, que les deux ministères n'ont pas la capacité d'animer efficacement, souffre de faiblesses et de la segmentation de la société civile rurale, découlant en partie d'une stratification sociologique complexe, en partie due à l'aide humanitaire qui a accentué la compétition entre les parties prenantes locales pour l'accès aux ressources extérieures.

La mission de formulation a confirmé que la zone irriguée, exploitée par l'agriculture intensive et l'élevage commercial, était raisonnablement bien couverte - et qu'il était logique et légitime que l'appui de l'UE se concentre sur des zones du pastoralisme et d'agriculture pluviale, objet de cette action.

2.3. Enseignements tirés

Bien que la Mauritanie ait subi ces dernières décennies une succession de crises politiques, ce sont les chocs économiques (2008) et climatiques (2010 et 2012) qui ont particulièrement affaibli les populations rurales. A la logique d'urgence ou de court terme impulsées par les réponses aux crises via l'enveloppe B du 10^{ème} Fond européen de développement (FED) ou les lignes thématiques sécurité alimentaire (FSTP) et appui aux acteurs non étatiques (ANE) doit désormais se substituer le paradigme d'une plus grande efficacité de l'aide via l'atténuation structurelle et durable (i) des causes sous-jacentes aux crises alimentaires et (ii) de la vulnérabilité des producteurs, agro-pasteurs et pasteurs.

⁷ Voir la déclaration de Nouakchott du 29 Octobre 2013 sur les liens étroits entre pastoralisme et sécurité.

L'initiative AGIR⁸ veut s'inscrire dans le cadre plus large de politiques sectorielles de sécurité alimentaire et de développement rural durable, de protection sociale, de nutrition maternelle et infantile pour une meilleure résilience des communautés fragiles.

L'évaluation (2007) du programme d'appui communautaire à la sécurité alimentaire a montré que le focus sur une seule agence, le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) en l'occurrence, n'a pu entraîner que certaines avancées ponctuelles – et peu durables – de renforcement des capacités mais n'a pu infléchir de manière mesurable la situation globale de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Mauritanie.

D'autres expériences des Etats membres et de l'UE dans le cadre des lignes thématiques, du 9^{ème} et 10^{ème} FED comme le programme PERICLES⁹ ou les facilités eau et énergie ont tenté de trouver une manière novatrice de travailler avec les entités déconcentrées sur des thématiques pertinentes pour le développement local en zone rurale.

Le présent projet vise aussi à consolider les leçons apprises à travers les programmes FSTP de 2010 et 2011 dans le domaine des systèmes d'information pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les avancements du programme changement climatique (AMCC) au sujet des systèmes d'informations climatologiques.

Enfin, la RISAP a souligné nombre de faiblesses institutionnelles et organisationnelles qui doivent être corrigées pour que les ministères de l'agriculture et de l'élevage (anciennement ministère du développement rural), puissent jouer leurs rôles de régulateur tandis que leurs délégations régionales et inspections dans les mughataa (départements) pourront appuyer, encadrer et soutenir de manière pertinente les familles rurales.

2.4. Actions complémentaires

Les trois secteurs de concentration du 11^{ème} FED (i) sécurité alimentaire et agriculture durable; ii) état de droit et iii) santé - couvrent des domaines mutuellement complémentaires qui cherchent, par l'amélioration de l'environnement institutionnel et de la gouvernance, à améliorer la résilience des populations vulnérables. Suite aux actions de la DG ECHO et de certains projets du 10^{ème} FED ou du FSTP dans la mise en place de filets sociaux, la Délégation de l'UE a entamé une collaboration étroite avec la Banque mondiale et le gouvernement autour de la stratégie nationale de protection sociale (SNPS), qui permet déjà à l'UE de se positionner sur d'autres dimensions de la vulnérabilité et qui pourra être renforcée. Les projets sur les lignes thématiques FSTP et acteurs non étatiques – autorités locales (ANE-AL) ainsi que les récents programmes d'appui à la décentralisation, au développement local et à l'emploi et d'appui à la société civile et à la culture (incluant une composante de structuration de coopératives de production) pourront également compléter les actions de ce programme.

L'Allemagne (GIZ) travaille depuis 2001 sur la gestion décentralisée des ressources naturelles, forestières en particulier, dans les régions sahéliennes et se propose de renforcer à partir de 2015 ses interventions dans le développement rural dans le cadre du changement d'échelle de la décentralisation de la gestion des ressources naturelles (capacitation, coopération financière, etc.). Elle œuvre également au renforcement des capacités de l'École nationale de formation et de vulgarisation agricole de Kaédi (ENFVA) depuis 2011 et met en œuvre un programme de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC).

Le développement rural reste pour l'Espagne l'un des trois domaines de concentration de son programme bilatéral en cours de finalisation via AECID. Il comprend un volet d'appui institutionnel, notamment pour la mise en place d'un système d'information du ministère du développement rural (MDR), qui devrait dorénavant s'appliquer aux deux ministères nouvellement créés et un volet d'appui aux filières via les organisations de producteurs. Ce financement devrait permettre de mettre sur pied le système d'information des directions des deux ministères chargées des politiques, de la coopération, du suivi et de l'évaluation (DPCSE) et d'en actualiser les données pour deux régions dominées par l'agriculture irriguée.

⁸ Alliance globale pour l'initiative résilience

⁹ Programme européen de renforcement des institutions des collectivités locales et de leurs services

La France va lancer un programme régional d'appui aux organisations de producteurs. L'Agence française du développement (AFD), jadis acteur majeur de la zone irriguée, instruit un programme d'appui à la petite irrigation villageoise, à la suite de son engagement dans l'appui au développement local et à la décentralisation dans le Guidimakha, le Gorgol et l'Assaba (VAINCRE, évalué en 2014). La coopération italienne a maintenu une collaboration avec le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) avec qui elle réalise des micro-projets de lutte contre l'insécurité alimentaire dans le centre-est. La BM réinvestit dans le développement rural (irrigation, pastoralisme avec le projet régional d'appui au pastoralisme au sahel -PRAPS), et doit devenir un partenaire privilégié de l'UE en termes de complémentarité des actions. Lors de la mission de formulation, il a été entendu avec la BM et l'ancien MDR que la santé animale serait gérée par le PRAPS à l'échelle nationale. En plus de la complémentarité géographique pour les autres composantes, il est important d'aller vers une contribution multi-bailleurs aux plateformes de dialogue que l'UE soutient via son programme régional de gouvernance vétérinaire.

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) est un acteur important en Mauritanie. Deux projets (filiales et valorisation des ressources naturelles) sont actuellement en cours dont le programme pourra s'inspirer et se coordonner étroitement pour les volets d'investissements dans les filières à appuyer.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a développé avec l'ancien MDR des actions de soutien à la résilience dans les régions du Brakhna et du Trarza, et est également impliquée dans l'amélioration/l'introduction de semences, les problématiques d'analyse de l'information, et sur la formation/encadrement des acteurs du secteur.

La Banque islamique de Développement et la Banque africaine de développement finalisent aussi leur stratégie résilience pour la Mauritanie, avec des investissements (infrastructure essentiellement) dans les zones rurales.

Les fonds arabes FSD et FADES¹⁰ s'inscrivent dans une même démarche, notamment le long du fleuve. Le MDR, en son temps, a clairement mis en évidence l'absence, dans ces projets, de soutien des capacités et de mesures d'accompagnement que l'UE pourrait explorer.

Enfin, le renforcement des capacités des services publics agricoles (ministères, recherche, formation etc...) a pour objectif premier de renforcer la résilience en Mauritanie et d'améliorer la situation en matière de sécurité alimentaire. Cela permettra également de préparer le secteur agricole mauritanien à exploiter les potentialités de développement de l'accord de partenariat économique (APE) de l'Afrique de l'ouest et de l'accord d'association entre la Mauritanie et la CEDEAO.

2.5. Coordination des bailleurs de fonds

En Mauritanie, le gouvernement et les PTF sont organisés au sein d'un groupe sectoriel sur le développement rural et la sécurité alimentaire (GS-DRSA), co-présidé par le MDR, la la FAO et l'AECID, mais qui reste assez peu fonctionnel. Une nouvelle configuration, avec les deux nouveaux ministères (agriculture et élevage), n'est pas encore finalisée. La délégation de l'DUE insiste depuis plusieurs mois pour que le GS-DRSA ait un rôle plus stratégique, se réunisse plus régulièrement autour de questions fondamentales pour le secteur. Cet aspect devrait pouvoir être renforcé grâce au programme.

L'exercice stratégique de la RISAP mené fin 2013 a permis une implication conjointe des différents partenaires au sein du GS-DRSA. Comme souligné au point précédent, une coordination étroite est recherchée avec le projet régional d'appui au pastoralisme au sahel (PRAPS) de la BM notamment pour jouer la complémentarité thématique dans le domaine de la santé animale (non prise en compte par ce programme) et pour l'appui au dialogue politique.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de protection sociale, un comité technique se réunit régulièrement. Il est composé de différentes agences du gouvernement, notamment le ministère des affaires économiques et du développement (MAED) et le ministère des affaires

¹⁰ Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES): Fonds Saoudien pour le Développement (FSD)

sociales et de la famille (MASEF), de la BM, des Nations unies, de l'UE, et, aspect à renforcer, de la société civile. Il permet de faire le lien entre les projets et programmes de développement rural et l'aspect social de la lutte contre la pauvreté. Des discussions sont également en cours pour positionner l'UE comme point focal des bailleurs du mouvement SUN ("Scaling Up Nutrition") dans le pays.

Le projet s'attachera à ce que les organisations de la société civile soient systématiquement parties prenantes des discussions, séminaires, etc. qui se tiendront dans le cadre du projet, ainsi que dans les fora pertinents.

3. DESCRIPTION DETAILLEE

3.1. Objectifs

L'objectif général du programme est de renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'objectif spécifique du programme est de renforcer la gouvernance en matière d'accès équitable et de gestion durable des ressources dans le contexte du changement climatique.

Pour ce programme consacré en priorité à l'appui institutionnel et à la structuration du secteur agro-pastoral, les principaux indicateurs sont issus du cadre de référence que constitue la RISAP à la fois ambitieux et précis sur les réformes à mener dans le domaine. Les résultats de l'enquête nationale de pauvreté et de conditions de vie des ménages (ENPCVM) serviront de situation de référence initiale qui sera complétée par la situation initiale réalisée en année 1 par les équipes des quatre régions concernées.

3.2. Résultats escomptés et principales activités

Dans un souci de cohérence avec les autres objectifs des programmes indicatifs nationaux 10^{ème} et 11^{ème} FED (sécurité/développement et décentralisation/ santé) et des engagements régionaux, il a été choisi de concentrer l'intervention sur quatre régions au Sud-Est du pays : Assaba, Guidimakha, Hodh el Gharbi et Hodh ech Chargui. Ces quatre wilayas (régions), qui regroupent environ 1/3 de la population mauritanienne, présentent un mixte d'activités agricoles, pastorales, sylvicoles et font partie des zones les plus pauvres du pays.

Les trois résultats attendus sont :

R1. Les capacités institutionnelles et organisationnelles des institutions étatiques et paraétatiques pertinentes sont renforcées.

Le premier résultat vise à renforcer les capacités institutionnelles des différents acteurs du secteur à travers l'accompagnement du dialogue politique inclusif¹¹. Il s'agit essentiellement d'opérationnaliser les recommandations de la RISAP pour contribuer à renforcer les capacités et l'efficacité des ministères de l'élevage et de l'agriculture à tous les niveaux pour permettre la mise en œuvre des différentes politiques et stratégies relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. Cela sera accompagné par l'appui à la formation technique et professionnelle agricole et pastorale, et à la recherche appliquée pour permettre l'intégration dans les curricula des connaissances et des capacités nécessaires pour renforcer la résilience de l'économie rurale dans le pays.

R2. Les capacités des opérateurs agropastoraux sont renforcées dans les régions de l'Assaba, du Guidimakha, Hodh el Gharbi et Hodh ech Chargui.

Dans ces quatre régions agro-pastorales, le projet renforcera les capacités des acteurs institutionnels locaux et régionaux, socio-professionnels, privés et publics pour améliorer les mécanismes de gouvernance locale afin de réduire la vulnérabilité agro-pastorale et élaborer des méthodologies d'amélioration de la résilience. Il s'agit essentiellement des actions de formation organisationnelle et méthodologique pour contribuer à la construction participative et concertée de stratégies anticipées de gestion coordonnée de crise en prévention de potentielles crises (plans de résilience régionaux) – ainsi que des actions de recherche-actions et de valorisation des produits locaux spécifiquement dédiés aux plus vulnérables (femmes, h'ratine, exclus, jeunes, etc.). Une composante de ce résultat concerne aussi

¹¹ Production consensuelle d'éléments de stratégies nationales tels que le foncier agro-pastoral, l'hydraulique pastorale, élaboration d'une stratégie d'aménagement agro-pastoral, adaptation au changement climatique, gestion décentralisée des ressources agro-sylvo-pastorales, etc.

la mobilisation de financements au titre de la gestion de situations d'urgence probable en cours de projet de manière à appuyer les acteurs dans la gestion de la crise et la relance post crise (fonds de contingence).

R3. Des outils de connaissance, d'analyse et de partage des informations liés à l'agro-pastoralisme et la sécurité alimentaire et nutritionnelles sont développés et diffusés.

Le projet veut renforcer la cohérence des systèmes d'information existants afin de pouvoir développer l'approche sectorielle engagée avec la récente RISAP. Pour cela, le projet appuiera les directions des politiques, de la coopération, du suivi et de l'évaluation (DPCSE) du ministère de l'agriculture et du ministère de l'élevage dans leurs capacités à coordonner les différentes interventions, à travers la formation de leurs membres au pilotage et au suivi-évaluation des systèmes d'élevage, agricoles et forestiers - ainsi que la participation active des acteurs ruraux mauritaniens à des réseaux d'informations et d'échanges des connaissances. Cette composante contribuera aussi à développer le dialogue intersectoriel pour identifier les investissements des objectifs spécifiques 2 et 3 du premier secteur de concentration du 11^{ème} FED.

3.3. Risques et hypothèses

Les hypothèses et préconditions qui permettront la réussite de ce projet sont :

- L'absence de catastrophe naturelle exceptionnelle comme une sécheresse sur deux années consécutives.
- Des conditions politiques et sécuritaires favorables.
- La société civile et les organisations non-gouvernementales (ONG) sont autorisées à fonctionner et à s'exprimer sans entraves.
- La mobilisation par les deux ministères des cadres nationaux nécessaires au niveau central et dans les quatre délégations régionales concernées de chaque ministère est un préalable au démarrage du projet.

La coordination nécessaire est assurée conjointement par les deux ministères avec le soutien actif de l'assistance technique du projet.

Risque	Probabilité	Mesures de prévention ou de mitigation
Chocs exogènes climatiques	Très probable: (sécheresse)	Le projet contient un volet de réponse aux crises
Chocs exogènes matières premières, énergie, alimentaires et économiques	Probable	L'animation du dialogue politique intersectoriel impliquant les différents départements ministériels, les professionnels et la société civile contribuera à une prise de décision concertée et plus rapide face à ces situations
Faiblesses des capacités de mise en œuvre et de pilotage du projet par les ministères (agriculture et élevage)	Probable	Le projet intègre la formation et un appui organisationnel avec une assistance technique permanente et des missions d'appui court terme ciblées.
Dégradation interne du climat social et de la cohésion ethnique	Faiblement probable	Le projet renforcera les capacités des leaders, des élus, des techniciens, des décideurs aux niveaux local, régional et national dans la gouvernance des ressources partagées.
Dégradation de la situation sécuritaire régionale pouvant affecter la Mauritanie	Faiblement probable	L'assistance technique et l'octroi de subventions à des consortia intégrant les organisations socio-professionnelles (OSP) et ONG nationales permettra de poursuivre au plus près les actions sur le terrain.

3.4. Questions transversales

Une dimension de conservation/protection de l'environnement sera incluse dans toutes les activités du projet. L'intégration des questions environnementales dans les stratégies et politiques publiques est déclinée à travers le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté¹² 2011-2015 (CSLP III) qui souligne la valorisation de l'environnement en tant que bien économique pouvant contribuer à la lutte contre la pauvreté, ainsi que la stratégie nationale de développement durable (SNDD, 2006), assortie d'un plan d'action national pour l'environnement (PANE, 2004).

Les femmes tiendront un rôle clé dans le projet. La promotion socio-économique et l'accès des femmes aux ressources, notamment foncières, font partie intégrante de la SDSR et de la LOAP. Le plan d'action national pour la femme rurale (2008), et les résultats de l'ENPCVM de 2014 pourront encore mieux orienter les interventions prévues.

Les différents appuis en matière de renforcement de capacités du projet s'inscriront dans une approche capitalisation/innovation qui sera approfondie dès le démarrage avec l'appui des sciences sociales.

En établissant le dialogue entre les acteurs du monde rural au niveau national, régional et local, le projet contribuera à l'amélioration de la gouvernance du secteur rural et de l'accès aux ressources naturelles partagées. Les nombreuses formations organisationnelles et méthodologiques qui seront développées faciliteront une meilleure connaissance des cadres stratégiques et juridiques en matière de gouvernance des ressources naturelles et du foncier. Il est par ailleurs implicitement attendu que l'amélioration des conditions de vie dans les zones pastorales aura un impact positif sur les questions de sécurité.

Enfin, en matière de droits de l'homme, l'intégration des questions foncières dans le dialogue politique et les appuis de l'UE à une meilleure compréhension/application des textes contribueront à une meilleure coexistence entre les différentes composantes de la société mauritanienne, où l'accès aux facteurs de production dépend souvent de la place dans la hiérarchie "socio-ethnique". La formation de médiateurs et leur travail de diffusion de la connaissance du droit et de ses procédures permettront un meilleur respect du droit, en particulier foncier, limitant les conflits et sécurisant les petits exploitants familiaux.

3.5. Parties intéressées

L'intervention bénéficiera en premier lieu au ministère de l'agriculture et au ministère de l'élevage à travers le renforcement des capacités de leur personnel, de leurs principales directions, ainsi qu'aux différents acteurs aux niveaux national et régional.

Les institutions publiques de recherche, de formation et de vulgarisation sous tutelle des deux ministères susmentionnés, comme le centre de formation des producteurs ruraux (CFPR) de Boghé, l'école nationale de formation et de vulgarisation agricole de Kaédi (ENFVA), le centre national d'élevage et de recherches vétérinaires (CNERV) de Nouakchott, le centre national de recherche agronomique et de développement agricole (CNRADA) et le centre de contrôle de qualité des semences et des plants (CCQSP) etc., verront leur capacité améliorée. L'intervention bénéficiera aux quatre délégations régionales des deux ministères dans les quatre zones d'intervention du projet avec toutes leurs inspections départementales en renforçant leurs capacités à élaborer, piloter et suivre la mise en œuvre des stratégies régionales de développement rural et de gestion durable des crises. L'intervention bénéficiera également aux OSP d'agriculteurs et d'éleveurs et la société civile associée (OSC), en priorité, les petits et moyens éleveurs traditionnels et les petits et moyens exploitants agricoles. Les ONG nationales et internationales seront parties prenantes de l'intervention afin de renforcer les capacités des communes et des communautés de base dans leur participation au dialogue politique et à la gouvernance du secteur.

Les bénéficiaires de l'ensemble du projet sont les populations des quatre régions agro-pastorales du projet. Les éleveurs traditionnels, géographiquement marginaux, et en particulier les femmes restent un des groupes vulnérables par excellence et un des bénéficiaires prioritaires de cette action. Les méthodes de ciblage s'appuyant notamment sur le registre unique de la protection sociale et l'ENPCVM seront utilisées pour s'assurer de l'inclusion de ces groupes vulnérables.

¹² Voir <http://www.economie.gov.mr/economiques/Left/StrategiesdePolitiques/csllp.htm>

Les agences pertinentes des Nations unies et les Etats membres avec leurs agences de coopération respectives seront également associés à l'intervention, en raison de leur mandat sur les sujets abordés, de leur expertise technique, et de leur longue expérience en Mauritanie.

4. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE

4.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre cette action, il est envisagé de signer une convention de financement avec le pays partenaire, telle que prévue à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de Cotonou.

4.2. Période de mise en œuvre opérationnelle indicative

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites aux sections 3.2 et 4.3 seront menées à bien, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement ou, si aucune convention n'est conclue, à compter de l'adoption du présent document relatif à l'action, sous réserve d'éventuelles modifications qui devront être approuvées par l'ordonnateur responsable dans les accords concernés. Le comité compétent doit être informé de la prolongation de la période de mise en œuvre opérationnelle dans un délai d'un mois après l'octroi de cette prolongation.

4.3. Composantes et modules de mise en œuvre

4.3.1 Gestion indirecte avec une agence d'un État membre

4.3.1.1 Gestion indirecte avec l'agence espagnole de coopération internationale (AECID)

Une partie de la présente action ayant pour objectif de renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des deux ministères maîtres d'œuvre peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'AECID conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) no 966/2012. A cet effet, une convention de délégation sera signée par la Commission européenne. Ce mode de mise en œuvre se justifie par la complémentarité existant entre les activités en cours et à venir de l'AECID auprès de l'ancien ministère du développement rural avec celles de ce projet ainsi qu'à son expertise et expérience dans le domaine de la décentralisation et du renforcement des capacités des acteurs institutionnels.

L'entité chargée de l'exécution devra principalement mettre en place des actions permettant:

- le renforcement des capacités des directions de la programmation, du contrôle, de la stratégie et de l'évaluation (DPCSE) dans le résultat 1;
- le renforcement des directions régionales des 2 ministères dans leur rôle de motivation, appui et coordination des acteurs locaux, et l'établissement participatif des plans de résilience régionaux dans le résultat 2;
- l'amélioration des systèmes d'information et de suivi aux niveaux régional et national et enfin de participer à l'élaboration de stratégies locales de réponses aux crises dans le résultat 3.

En outre, l'AECID fera la gestion et mise en œuvre des contrats conclus (paiements, acceptation ou rejet des livrables, exécuter les contrats, effectuer les vérifications et contrôles, recouvrer les fonds indûment versés), ainsi que le lancement d'appels d'offres et d'appels à propositions, incluant les procédures d'attribution précédant la conclusion de tels contrats, y compris les décisions d'attribution et de rejet.

4.3.1.2 Gestion indirecte avec l'agence allemande de coopération internationale GIZ

Une partie de la présente action ayant pour objectif de renforcer les capacités des acteurs étatiques et non étatiques du développement rural dans une optique d'adaptation au changement climatique peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la GIZ conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) no 966/2012. A cet effet, une convention de délégation sera signée par la Commission européenne. Ce mode de mise en œuvre se justifie par l'expérience plus que décennale de la GIZ en Mauritanie en matière de gestion durable des ressources naturelles et pastorales, avec un accent particulier sur l'augmentation de la résilience des populations en zone agro-sylvo-pastorale. Cette approche est capitalisée actuellement par les efforts dans les domaines de la gestion décentralisée des ressources naturelles et de la formation professionnelle – notamment à

travers l'école nationale de la formation et de la vulgarisation agricole (ENFVA) à Kaédi, érigée par la GIZ comme « centre d'excellence » dans la sous-région.

Dans le cadre du résultat 1, l'entité sera chargée de l'exécution des activités liées à la formation et à l'enseignement dans les différentes écoles liées au développement rural, des activités de réhabilitation ou fourniture de matériel et de services si nécessaires dans les institutions bénéficiaires, des activités d'appui à la recherche agro-sylvo-pastorale dans les centres de recherche agréés du pays, et aura pour mission de contribuer à la diffusion des connaissances liées aux secteurs agro-sylvo-pastoraux. Pour ce faire, la GIZ fera la gestion et mise en œuvre des contrats conclus (paiements, acceptation ou rejet des livrables, exécuter les contrats, effectuer les vérifications et contrôles, recouvrer les fonds indûment versés), ainsi que le lancement d'appels d'offres et d'appels à propositions, incluant les procédures d'attribution précédant la conclusion de tels contrats, y compris les décisions d'attribution et de rejet. Une liste tentative agréée avec l'ancien MDR inclut: l'ENFVA, le centre de formation des producteurs ruraux (CFPR) de Boghé, le centre national d'élevage et de recherches vétérinaires (CNERV) de Nouakchott, le centre national de recherche agronomique et de développement agricole (CNRADA) et le centre de contrôle de qualité des semences et des plants (CCQSP) et toute autre agence pertinente.

4.3.2 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action, ayant pour objectif le renforcement des moyens des deux ministères maîtres d'œuvre, peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République islamique de Mauritanie via le ministère de l'agriculture et le ministère de l'élevage conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), i), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, selon les modalités suivantes.

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'attribution de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante pour toutes les procédures de marchés publics, sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés publics supérieures à 50 000 EUR et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés publics inférieurs ou égaux à 50 000 EUR. La Commission soumet les procédures de passation de marchés à des contrôles ex ante pour tous les marchés publics.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels les paiements sont appliqués par le pays partenaire pour les frais de fonctionnement ordinaires, les marchés en régie et les marchés dont le montant ne dépasse pas les plafonds indiqués dans le tableau ci-dessous.

Travaux	Fournitures	Services	Subventions
< 300 000 EUR	< 300 000 EUR	< 300 000 EUR	≤ 100 000 EUR

La contribution financière couvre les frais de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Conformément à l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, la Mauritanie applique les règles de passation de marchés publics établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, à l'instar des règles applicables aux procédures de subvention en vertu de l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, sont fixées dans la convention de financement signée avec le pays partenaire.

Le renforcement des moyens du ministère de l'agriculture et du ministère de l'élevage aux niveaux national et régional sera assuré dans le cadre de devis-programmes (opérations décentralisées directes publiques), afin de leur permettre de remplir leurs missions et de mettre en œuvre les objectifs de la stratégie sectorielle.

Le pouvoir adjudicateur est l'ordonnateur national. Les maîtres d'œuvres sont le ministère de l'agriculture et le ministère de l'élevage. Les maîtres d'œuvre délégués sont leurs directions respectives des politiques, de la coopération, du suivi et de l'évaluation (DPCSE).

4.3.3 Subventions: appel à propositions "Appui à la résilience et réponse aux crises" (gestion directe)

Les objectifs, activités et résultats attendus de l'appel à propositions seront affinés au cours de l'année 2015 à travers des consultations avec les différentes parties prenantes. On estime que 4 contrats de subvention d'un montant équivalent devraient être attribués.

- (a) Objectifs des subventions, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés

L'objectif général indicatif de l'appel à proposition est de réduire la vulnérabilité agro-pastorale et d'améliorer la résilience de l'ensemble des acteurs locaux et des populations.

L'objectif spécifique est d'améliorer la gouvernance en matière d'accès équitable et de gestion durable des ressources.

Le type d'actions éligibles concerne, sans y être limité, tout ceux ayant trait à i) l'amélioration, durable et respectueuse de l'environnement et de la biodiversité locale, des conditions de vie des populations ii) l'amélioration de la gestion des conflits entre les différents groupes de population vivant ou transitant dans les zones du projet; iii) l'amélioration des mécanismes et des capacités de gouvernance ayant trait à la prise de décision dans le domaine du développement local, de la préparation et de la réponse aux urgences et de la gestion des conflits, y inclus ceux liés au foncier.

Les résultats indicatifs incluent, mais ne sont pas limités, à des plans de réponse régionaux, une capacité d'anticiper et de répondre équitablement aux crises, une sécurité alimentaire et nutritionnelle améliorée, des conditions de vie améliorées, des relations apaisées entre les différents groupes de population des zones du projet et un environnement naturel et agro-sylvo-pastoral protégé.

- (b) Conditions d'admissibilité

Les demandeurs doivent appartenir à l'une des catégories suivantes: ONG, opérateur du secteur public, autorité locale;

ainsi que:

Être établis dans:

- i. un État ACP
- ii. un État membre de l'UE, un État officiellement candidat à l'adhésion à l'UE ou un État membre de l'Espace Économique Européen,
- iii. un des États les moins développés tels que définies par les Nations-Unies,
- iv. tout État autre que ceux mentionnés ci-dessus, avec lesquels un accord d'accès réciproque à l'aide extérieure a été conclu. L'accès réciproque dans les pays les moins développés tels que définis par les Nations-Unies, est accordé aux membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Priorité sera donnée aux propositions mises en œuvre par différents types d'acteurs complémentaires, tels que organisations de la société civile internationale et nationale (ONG, OSP, etc.), autorités locales, instituts de recherches internationaux ou sous-régionaux ou nationaux, et de tout autre type d'organisation qui sera jugé pertinent lors des consultations préparatoires avec l'Etat mauritanien et l'ensemble des partenaires au développement du pays.

Priorité sera également donnée aux propositions montrant clairement qu'un mécanisme de réponse rapide aux urgences est prévu dans le projet.

- (c) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels concernent la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel; conception, efficacité, faisabilité, viabilité et rapport coût/efficacité de l'action.

(d) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement envisageable pour les subventions au titre du présent appel est de 90%, car il est envisagé une inclusion forte des organisations de la société civile, particulièrement mauritaniennes, qui ont pour l'heure des moyens financiers relativement faibles.

(e) Trimestre indicatif pour le lancement de l'appel

Deuxième trimestre 2015. Il est envisagé de lancer l'appel à propositions sous réserve d'une clause suspensive liée à l'adoption de la présente décision.

4.3.4 Passation de marchés (gestion directe)

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de marchés	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique pour i) la coordination et la supervision de l'ensemble du programme ii) un appui aux deux ministères sur la coordination, le pilotage, le suivi-évaluation, la planification et l'organisation, la communication, iii) un renforcement des capacités organisationnelles, humaines et matérielles des institutions impliquées dans le projet ; iv) un appui à l'organisation et à la participation d'événements à l'intérieur et à l'extérieur de Mauritanie , v) le dialogue politique et l'animation de la "plateforme de dialogue", vi) le soutien à l'articulation de la stratégie anticipée de réponse aux crises; l'appui à la gestion des appel à proposition.et autres procédures lancées par la delegation de l'UE ou l'ordonnateur national dans le cadre de ce projet	Services	1 à 2	Trimestre 2 Année N - 1

Afin de garantir un démarrage de l'ensemble des activités au plus tôt et une inter-cohérence des activités mises en œuvre, il est envisagé de lancer le marché de services concernant l'assistance technique du projet sous réserve d'une clause suspensive liée à l'approbation de la présente décision.

4.4. Champ d'application de l'éligibilité géographique pour la passation de marchés et les subventions

L'éligibilité géographique en termes de lieu d'établissement en vue d'une participation aux procédures de passation de marchés publics et de subvention et en termes d'origine des fournitures achetées, telle qu'établie dans l'acte de base, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

4.5. Budget indicatif

Le Gouvernement mauritanien contribuera au projet par l'affectation et la prise en charge d'au moins 10 cadres nationaux affectés aux niveaux central et régional selon des modalités discutées et entendues avec la délégation de l'UE, les deux ministères techniques et le ministère des affaires économiques et du développement (MAED).

Module	Montant (EUR)	Contribution de tiers (EUR)
1- Gestion indirecte avec une agence d'un État membre		
Gestion indirecte avec AECID : Renforcement des capacités des 2 ministères à conduire et mettre en cohérence ses stratégies et politiques - le renforcement des capacités des 2 DPCSE (R1); - le renforcement des Directions Régionales des 2 ministères (R2); - l'amélioration des systèmes d'information et de suivi à tous les niveaux (R3).	4 000 000	1 000 000
Gestion indirecte avec GIZ : Actions de recherche, formation des acteurs du secteur, diffusion des connaissances sur la résilience et la sécurité alimentaire (R1).	4 000 000	1 000 000
2- Gestion indirecte avec le pays partenaire		
Devis-programme ou passation de marchés avec le ministère de l'agriculture et du ministère de l'élevage en régie décentralisée directe Renforcement des moyens des 2 ministères aux niveaux national et régional dans l'ensemble du programme	1 000 000	
3- Gestion directe		
Appel à propositions Subventions "Appui à la résilience et réponse aux crises" (R2)	11 600 000	
Passation de marchés		
Assistance technique ainsi que décrite au point 4.3.4	3 500 000	
Evaluation & Audit	300 000	
Communication & Visibilité	100 000	
4- Imprévus	500 000	
TOTAL	25 000 000	2 000 000

D'autres contributions sont également attendues du gouvernement mauritanien et seront détaillées dans les dispositions techniques et administratives de la convention de financement, ainsi que dans les contrats.

4.6. Suivi de l'exécution

Un Comité de Pilotage sera mis en place pour superviser et approuver l'orientation générale de la ligne d'action du programme. Le Comité de Pilotage se réunira une à deux fois par an et sera composé d'un représentant de l'ordonnateur national, d'un représentant de chaque ministère concerné, d'un représentant de la Commission européenne, de représentants du Groupe Sectoriel pour le Développement Rural et la Sécurité Alimentaire, des représentants des OSP, et tout autre membre qu'il sera jugé nécessaire lors de la création du comité. Le Comité de Pilotage sera créé par arrêté de l'ordonnateur national.

Un Comité de Suivi opérationnel sera mis en place pour le suivi opérationnel et technique du programme (aspects techniques, administratifs et financiers). Il se réunira une fois par mois, et sera composé du coordonnateur de la cellule d'appui à l'ordonnateur national, des directions des politiques, de la coopération, du suivi et de l'évaluation, du représentant de la délégation de l'UE, du chef de l'équipe de l'assistance technique (voir par. 4.3.4) et le cas échéant toute autre structure jugée pertinente, y compris sur une base ad hoc. Ce Comité est mis en place par arrêté de l'ordonnateur national.

4.7. Évaluation et audit

Passation de marchés (gestion directe)

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de marchés	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Evaluation à mi-parcours	Services	1	Trimestre 2 - Année N+2
Evaluation à fin de programme	Services	1	Trimestre 2 – Année N+4
Evaluation ex-post	Services	1	Trimestre 2 - Année N + 6
Evaluations/recherches spécifiques	Services	2	Selon besoin
Audit	Services	1 à 4	A la fin du projet ou en cours de projet si des problèmes sont détectés

Deux évaluations sont prévues (mi-parcours et finale). Elles seront mises en œuvre par des contrats de services sous gestion directe. Un appui spécifique sera nécessaire pour établir la situation initiale et pouvoir ensuite évaluer les impacts de l'action en matière d'acquisition de capacités au niveau national, régional et local. Une phase préalable d'appui au démarrage sera mise en œuvre sur les fonds programme d'appui à la mise en œuvre du 10^{ème} FED (PAMO) afin que le travail de l'assistance technique et des deux ministères concernés soit préparé: identification des documents, identification des achats d'équipement ou des travaux nécessaires, préparation des devis-programmes, organisation des plannings, travail sur le suivi des indicateurs, travail préparatoire avec les partenaires prévus du projet, etc.

Des audits seront réalisés en accord avec les règles en vigueur par des contrats de services sous gestion directe. Deux vérifications seront réalisées pour les parties mises en œuvre par les agences des Etats membres. Ces vérifications prendront la forme de contrats de services sous gestion directe.

4.8. Communication et visibilité

Passation de marchés (gestion directe)

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de marchés	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Communication et visibilité institutionnelle et opérationnelle du projet	Services, fournitures	4	Tout au long du programme selon le plan de communication à définir en début d'année N+1

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE. Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, avant le début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué dans la section 4.7 ci-dessus.

Ces mesures seront mises en œuvre a) par la Commission et/ou b) par le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et les entités désignées. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les procédures de marchés, les contrats de subventions et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles nécessaires seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'UE.

Liste des acronymes

AECID: Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo
AMCC : Alliance Mondiale contre le Changement Climatique
ANE : Acteurs Non Etatiques
CAD : Comité d'aide au développement
CCQSP : Centre de Contrôle de Qualité de Semences et des Plants
CFPR : Centre de Formation des Producteurs ruraux
CNERV : Centre national d'Élevage et de Recherches vétérinaires
CNRADA : Centre national de Recherche agronomique et de Développement agricole
CSA : Commissariat à la Sécurité alimentaire
CSLP : Cadre stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DPCSE : Direction des Politiques, de la Coopération, du Suivi et de l'Evaluation
ENFVA : École nationale de Formation et de Vulgarisation agricole
ENPCVM : Enquête nationale de Pauvreté et de Conditions de Vie des Ménages
FAO : Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FED : Fond européen de Développement
GIZ: Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GS-DRSA : Groupe sectoriel sur le Développement rural et la Sécurité alimentaire
LOAP : Loi d'Orientation Agro-pastorale
MDR : Ministère du Développement Rural
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
OMD: Objectifs du millénaire pour le Développement
ONG : organisations non-gouvernementales
OSP : organisations socio-professionnelles
PIB: Produit intérieur brut
PRAPS : Projet régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
PTF : partenaires techniques et financiers
RISAP : Revue institutionnelle du Secteur agricole et pastoral
SDSR : Stratégie nationale de Développement du Secteur rural
SNPS : Stratégie Nationale de Protection Sociale
UE : Union européenne.